

présenté, nous aurons une conférence fédérale. Je ne saurais affirmer que les provinces n'y devront pas prendre part. J'aimerais savoir s'il est une province qui s'est catégoriquement opposée à ce que le fédéral prenne à sa charge une plus forte proportion des frais d'assistance.

Quelle est la situation dans le moment? J'aimerais à rappeler de nouveau ce que le chef de l'opposition (l'hon. M. Manion) a cité du rapport du Conseil canadien du bien-être social:

Dans l'ensemble, depuis 1930, le Canada aura dépensé à la date du 31 mars 1939 la somme d'environ 900 millions de dollars en secours directs, en travaux et entreprises pour soulager les chômeurs,—et il y a plus de citoyens qui dépendent de cette assistance qu'au début. La nation manque encore de législation à long terme, de projets de grande portée qui offrent une solution dépassant les limites de chaque année financière; la population est en majeure partie découragée, inquiète du lendemain, et le pays possède cependant des ressources naturelles dont la valeur par tête de population n'est peut-être dépassée en aucun autre pays au monde.

Et plus loin:

Quant aux totaux réels du début de décembre, il semble, après que tous les faits ont été réunis, que nous n'approcherons pas d'une manière encourageante des chiffres obtenus à la même époque l'an dernier, que le Conseil canadien du Bien-être établissait à 925,000 et que les chiffres officiels fixaient plus tard à 948,000.

Et plus loin:

Au Canada, l'état général de dépendance économique est à la hausse.

Telle est la situation. Je tiens à citer et à faire mien un bref passage, en même temps que le titre, paru dans le *Halifax Herald* du 3 octobre:

Le Canada a mobilisé ses ressources pour la guerre, pourquoi pas pour la paix?

Qu'on se rende compte une bonne fois que les dangers d'une paix réactionnaire qui condamne les hommes à l'oisiveté sont aussi grands que ceux de la guerre destructive, que la tyrannie économique interne ne comporte pas moins de dangers et n'est pas moins intolérable que la domination d'un tyran étranger, et qu'il se produira dans notre pays une telle marche en avant qu'un avenir paisible et prospère sera assuré.

Le Gouvernement actuel est au pouvoir depuis quatre ans. Où est son programme constructif?

Les profits de l'industrie sont peut-être satisfaisants. Je prie la députation de se reporter au *Monetary Times* du 10 décembre. Je pense que la situation y est bien résumée par Angus and Company, membres du Toronto Stock Exchange, qui traite des dividendes versés en décembre:

Les versements de dividendes effectués par des compagnies canadiennes en 1938 et au cours de décembre ont établi de nouveaux records. Le total de l'année que l'on nous a

communiqué et qui atteint \$313,108,335 se compare aux \$305,759,403 de 1937 et aux \$256,475,684 de 1936, tandis que les \$92,622,238 du mois de décembre font contraste aux \$90,072,908 de décembre 1937 et aux \$72,849,846 de décembre 1936.

Pour donner des témoignages tirés d'une autre source, je cite l'exposé que sir Charles Gordon a fait dans sa revue des affaires lors de la 121e assemblée de la Banque de Montréal. Discutant la question des affaires au Canada, il...

...qualifie l'année passée de "pas mauvaise" si l'on tient compte des conditions qui ont prévalu dans d'autres pays.

Quant à sa propre banque...

...l'état financier avait une force égale à tous les bilans publiés pendant les onze années qu'il occupait la présidence.

Voilà qui n'est pas si mal pour les banques, pas si mal pour les grandes sociétés, mais j'ai déjà indiqué ce que cela signifiait pour la population ordinaire du Canada. Le président de la banque proposait ensuite pour le Gouvernement une ligne de conduite que celui-ci devrait être disposé à adopter:

L'un des facteurs les plus immédiats qui, à mon sens, auraient un effet stimulant sur les affaires était la perspective que le Canada contribuerait aux besoins d'armement de la Grande-Bretagne.

Vous avez là un calcul cynique qui indique comment au Canada nous pouvons tirer profit de la misère des autres.

Quelle que soit la situation dans l'est du Canada, je dirai qu'elle est loin d'être satisfaisante dans l'Ouest. Autrefois les gens étaient d'avis que le nombre des bonnes terres était presque illimité, et aussi que les marchés abondaient. On s'est trompé dans les deux cas. On l'a reconnu ouvertement il y a quelques semaines à la conférence du blé tenue à la demande de M. Bracken.

Le Canada, et tout particulièrement l'Ouest canadien a traversé une période de développement rapide, et il y a eu une trop grande expansion dans le cas de plusieurs services d'utilités publiques. Nous devons maintenant en acquitter le coût, et nos revenus sont fort limités. Je crois que l'attitude générale de l'Ouest est assez bien reflétée dans un article satirique que la *Winnipeg Free Press* a publié il y a environ six mois. On y recommandait la formation d'un gouvernement national dans les termes suivants:

Premier ministre: Mitchell F. Hepburn, dont les opinions sur l'aide à donner à l'Ouest et sur la C.I.O. sont si bien connues qu'il est inutile de fournir d'autres explications.

Ministre de la Justice: Maurice Duplessis dont la loi du cadenas a fait disparaître la liberté de parole dans Québec, et dont les opinions sur la C.I.O. sont semblables à celles de M. Hepburn.